

# Réactions en Juin 1984 face au succès du FN (Le Monde, Libération, L'Humanité)

**Le Monde 19 juin 1984**

**Un certain état de la France par Edwy Plenel**

Devant son succès, M. Le Pen ne fait pas l'étonné ; et son attitude n'est pas feinte. Car il avait déjà gagné, bien avant dimanche. Gagné par forfait dans l'analyse et la réflexion. Gagné parce que ses adversaires désignés — la « bande des quatre » — n'ont pas su ou n'ont pas voulu l'apprécier à sa juste mesure.

Depuis plus d'un an que, d'élections en élections, se manifeste sa renaissance, la classe politique s'est rassurée à bon compte. Toutes ses analyses s'empressaient de relativiser le phénomène Le Pen. Les moins nobles, en l'assimilant à une exaspération locale et circonscrite, dont la « cause » aurait été la « surpopulation » immigrée de quelques villes. Les plus opportunistes, en le réduisant à un conjoncturel et classique mouvement de balancier, selon lequel la gauche héritait d'une extrême droite dynamique, comme hier, la droite d'une extrême gauche vivace. Les plus subtiles, enfin, en le renvoyant au passé, n'y voyant qu'une répétition du feu de paille poujadiste des années 50. Faisant insidieusement des boucs émissaires désignés par le Front national les fautifs même de sa réussite, ou contemplant avec impuissance une fatalité politique, ou encore se persuadant que la vague s'épuiserait d'elle-même, ces explications étaient toutes trois une façon de se rassurer.

Contribuant accessoirement à banaliser M. Le Pen, à le ramener à l'ordre des choses, aucune ne s'interrogeait sur sa modernité, son actualité et sa spécificité. Car si l'on s'accorde à juger dangereuse, pour la démocratie, l'ascension d'un mouvement xénophobe et autoritaire, la question pertinente est bien celle-là : au-delà de son passé, de ses convictions et de ses projets, que révèle M. Le Pen de l'état de la France, de l'ampleur de sa crise, du délitement de son corps social ? Envisagé sous cet angle, le diagnostic est pessimiste : produit tout à la fois d'une réelle dynamique sociale, d'une mythologie politique et d'une tradition bien française, l'« effet » Le Pen a encore de l'avenir devant lui.

La dynamique sociale a pour nom insécurité, ce fourre-tout qui brasse des faits de société a priori peu comparables, du chômage au terrorisme, en passant par la petite délinquance dimension économique, mais qui est celle d'un modèle de société, de rapports sociaux, d'anciens liens de solidarité, de travail, de cohabitation. La résultante, en somme, de ce basculement brutal de la France, de la fin des années 50 au début des années 70, d'une civilisation encore agricole et rurale à une société industrielle et urbaine. Un bouleversement sans mode d'emploi, sans nouveaux facteurs d'unité, sans invention d'une sociabilité différente. De ce point de vue, la fin des années 70 est une charnière essentielle : c'est de 1978 à 1980 que commence à

s'affirmer le sentiment d'insécurité, que se crée l'association Légitime défense, qu'émerge l'autodéfense comme fait de société, tandis que, parallèlement, le PCF lance ses populistes cahiers de la misère ou ses bulldozers, à Vitry-sur-Seine, que la gauche divisée est en panne de projet, et la droite en quête d'une pensée néolibérale pouvant donner corps à l'après gaullisme.

Après l'espace social se glisse ici la deuxième dimension : face à une classe politique repliée sur le réel, une droite qui revendique les contraintes économiques, une gauche convertie à la *Realpolitik*, M. Le Pen réhabilite l'imaginaire en politique. Peu importe à ses électeurs qu'il n'ait pas de « programme » exhaustif, « sérieux » selon les normes du jeu politique traditionnel, l'essentiel est qu'il les convainque qu'entre eux et lui les réalités économiques, internationales, institutionnelles ne jouent pas, qu'entre leurs désirs et sa volonté il n'est pas de fossé, que l'on veut ce que l'on veut, tout ce que l'on veut, même le plus inavouable ! Démagogie, certes, que résumaient admirablement ses affiches : « Les idées que je défends ? Les vôtres ! » Mais aussi découverte de l'espace du mythe et de l'illusion politique, laissé vacant par la conversion de la gauche à la gestion de l'ordinaire quotidien.

Enfin, M. Le Pen profite de cette récente levée des tabous hérités de la Libération. Mouvement de génération, déclin du consensus gaulliste, perte de mémoire, «révisionnisme» historique sur le génocide juif, banalisation médiatique du nazisme, critique néolibérale des conquêtes sociales de la Libération..., une série de glissements ont effacé la césure que constituait la dernière guerre et libéré une tradition raciste bien française : l'antisémitisme. On aurait tort de ne pas prêter attention au fait que les cibles privilégiées des amis de M. Le Pen sont Mgr Lustiger, Mme Veil et M. Badinter, qui ont tous, peu ou prou, à voir avec la communauté juive. Racisme de discours — le racisme en actes étant le sort des travailleurs immigrés maghrébins ou africains, — l'antisémitisme a ceci d'efficace qu'il permet un certain populisme, en visant une communauté diverse socialement qu'il cherche à identifier à l'argent et au capital.

Telle est l'alchimie Le Pen. Elle peut séduire des électeurs de gauche d'hier, qui se vivent en laissés-pour-compte d'un jeu politique inchangé, ce «*bétail à voter*», comme dirait le tribun, qui ne voit pas venir la vie «*changée*» ou l'«*autogestion*» tant promise. Elle séduit aussi évidemment des électeurs de droite, qui ne voient pas pourquoi l'on n'irait pas jusqu'au bout des discours radicaux de certains de ses leaders sur l'immigration, la justice, le «désordre» socialiste, etc. Il n'est pas sûr qu'ils ne soient que de passage : M. Le Pen et ses amis — à la différence de M. Pujade et de l'UDCA de 1956 — sont des organisateurs, des militants, des constructeurs d'organisation qui ne lâcheront pas si vite leur proie.

EDWY PLENEL.

## La victoire de la démagogie par Allain Rollat

Le succès de M. Jean-Marie Le Pen est d'abord celui d'un talentueux démagogue, qui a su habilement exploiter, en ces temps de crise économique, les psychoses de certains de ses concitoyens, attirés par ses prises de position radicales, même si celles-ci procèdent de thèses simplistes. Il a su aussi capter, au détriment du RPR et de l'UDF, en se présentant comme le plus résolu de tous les porte-parole de l'opposition, les plus vives des exaspérations diverses que la politique de la gauche suscite depuis trois ans.

Ce succès, le président du Front national l'a bâti au cours d'une efficace campagne en province. Partout les auditoires sont venus nombreux voir ce tribun qui affirme exprimer «le gros bon sens français», clame joyeusement son anticomunisme «primaire, secondaire, supérieur, technique et viscéral», cherche à faire «rêver» à «un avenir d'espoir» et sait user, quand il s'agit de séduire, de toutes les ficelles du métier politique.

Son entreprise a été facilitée par la décision du RPR et de l'UDF de faire liste commune et par le choix de Mme Simone Veil pour conduire celle-ci. Les forces les plus conservatrices de l'électorat de droite, qui ne pardonneront jamais à l'ancien ministre de la santé d'avoir libéralisé la législation sur l'avortement, ont aussitôt rallié l'ancien député poujadiste. La présence auprès de M. Le Pen, en sixième position, du président des comités Chrétienté-Solidarité, M. Bernard Antony, dit Romain Marie, chantre de l'intégrisme catholique, a scellé l'ancrage à l'extrême droite de la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries. Et jusqu'au dernier moment, les partisans de M. Le Pen ont attaqué Mm. Veil, coupable à leurs yeux d'être une «femme de gauche».

En ce sens, donc, le succès de M. Le Pen constitue aussi une victoire historique pour cette frange de l'extrême droite qui prétend incarner «tout ce peuple de la France française qui se reconnaît et s'exprime à travers les trois mots d'ordre : « Travail, famille, patrie ». « La France aux Français », « Dieu premier servi », selon les écrits du directeur du quotidien *Présent*, zélé laudateur du président du Front national. Les militants anticomunistes et antisocialistes les plus virulents y trouveront un encouragement à radicaliser davantage leurs actions, avec tous les risques de crispation accentuée qui en résulteront.

Mais l'on se saurait réduire le succès de M. Le Pen à ce constat puisque toutes les enquêtes d'opinion attestent que cette frange extrémiste apparaît aujourd'hui minoritaire dans l'électorat de M. Le Pen. Pour la plupart, les nouveaux partisans du président du Front national sont plus proches du RPR et de l'UDF que des groupuscules perpétuant la tradition de l'extrême droite française. Si tant d'électeurs ont voté pour l'ancien parachutiste, c'est surtout parce qu'ils approuvent, dans le fond, son discours sur l'immigration, la sécurité, la justice, la défense des libertés ; c'est parce que, dans la forme, ce discours répond à leur attente d'offensive contre la gauche.

Peu importe, apparemment, à ces électeurs que M. Le Pen se complaise dans les ambiguïtés ! Peu leur importe que le chantre des « Français d'abord » s'offusque quand on l'accuse de verser dans le racisme, mais refuse de condamner le racisme quand il s'exprime ouvertement dans son entourage ! Peu leur importe que l'ancien parachutiste se considère comme un démocrate « churchillien » tout en manifestant son penchant pour l'autoritarisme.

Aujourd'hui, la principale réussite de M. Le Pen réside dans cette adhésion de tant d'électeurs à ce qui n'est chez lui que superficialité. Et si l'impact de ces thèmes lourds de menaces souligne à quel point la majorité fut impuissante à empêcher leur développement, les grandes formations de droite ont une évidente responsabilité dans leur banalisation.

En outre, les partis de gauche, eux aussi, ont sous-estimé l'attrait personnel de ce marginal opportuniste dans un contexte de désenchantement généralisé. Contrairement à ce qu'affirmait il y a quelques jours M. Lionel Jospin, la « baudruche » ne s'est pas dégonflée.

Ce n'est pas en refusant d'affronter le président du Front national, en esquivant tout débat direct avec lui, alors que son succès se fonde sur des réalités incontournables, que la gauche peut espérer démontrer à ces électeurs-là qu'un Le Pen peut en cacher un autre. Ce n'est pas en contribuant à la persistance de ces ambiguïtés, dont M. Le Pen vient de profiter, que l'opposition modérée peut espérer enrayer un processus aux conséquences imprévisibles.

ALLAIN ROLLAT.

## **AU SIÈGE DU FRONT NATIONAL**

### **Un air de triomphe**

Les responsables du Front national savaient, dès 17 heures, que les Français de Singapour leur avaient donné douze voix et n'en avaient donné aucune au Parti communiste — un bon présage pour des résultats qu'on espérait décisifs. Les militants de la « droite nationale », pressentant une soirée historique, étaient venus, dimanche, au siège du Front national avec leurs appareils photographiques et le secrétaire fédéral de Paris, avant même l'annonce des résultats, parlait déjà au passé « des campagnes à 1,8 % des voix, à Douai ou à Poissy ».

Premiers résultats définitifs, premières explosions de joie : « Tout le bastringue est déstabilisé », résumait un stratège. 19 % à Dreux et Jean-Pierre (Stirbois) qui prend deux points ! Plus de 20 % dans le Var, 25 % « chez M. Léotard » et les bureaux parisiens qui appelaient, un à un, victorieux, le dix-neuvième en tête : « On s'est occupé, il faut dire, des squats et on a satellisé les organisations commerçantes dans cet arrondissement. » Champagne donc, dans des verres Duralex, pour tout le monde et quelques mauvais sièges pour les plus chanceux, devant une télévision vacillante, à l'image d'un parti qui fut modeste.

Triomphe vengeur pour celui-ci, qui rêve « de reprendre toutes ses billes à Chirac », triomphe militant chez cette étudiante qui vend des livres de Le Pen, ou pour ce responsable lillois dont la maison a brûlé dimanche soir, triomphe — fatigué — pour ce membre du service d'ordre, après quatre mois de campagne et qui frappe du poing contre les cartes électorales affichées pour exprimer sa joie.

On s'embrasse, on se félicite, on rivalise de modestie : « Ne brûlons pas les étapes, ce n'est qu'un premier pas vers le pouvoir. » Le Front national semble triompher dans la respectabilité, foule joyeuse, tee-shirts et blazers mélangés. Mais, que surgisse sur l'écran de télévision Mme Simone Veil et le naturel reprend le dessus : « Quelle enfoirée » « La salope, dit une autre, elle a fait plus de trois cents voix au lycée Edgar-Quinet. » Olivier Stirn n'est que « le petit-fils de Dreyfus et cela veut tout dire », et Poperen un fasciste : « Bouffe donc ton caca », lance un militant particulièrement imaginaire.

Aucun leader politique ne trouve grâce à leurs yeux : « Après vingt-cinq ans de bagarre, dit l'un, c'est bon de voir leurs gueules. » Plus loin, un militant décrit « un vieux bolchevik qui bavait dans l'urne à force de la surveiller » ; ailleurs, un nostalgique de la FANE résolu à « tuer toute personne de couleur », après avoir été victime d'une agression en avril par trois Arabes, est fermement expulsé.

M. Jean-Marie Le Pen est enfin annoncé. Les salles étroites du local sont évacuées, tout doit être « propre » pour l'arrivée du président. En bas de l'immeuble, des drapeaux français flottent au vent, la Marseillaise éclate dans la nuit étoilée, balayée par les projecteurs des chaînes de télévision. Il arrive ! M. Le Pen sort de sa voiture un mouchoir mouillé de sueur à la main, fait le V de la victoire sous les acclamations et pénètre enfin, encadré par le service d'ordre : « Le Pen au pouvoir », scande la foule.

« Nous venons de vivre un événement d'une gravité exceptionnelle » : M. Le Pen, épongeant son front, reprend une fois encore son discours. Sa satisfaction est évidente et sa verve aiguisée par le succès : « Le gouvernement ne représente qu'un Français sur trois, il ne peut continuer à faire sa révolution marxiste, sinon il prendra les voies de l'allendisme. » Il appelle de ses vœux une ère de paix, de liberté et de prospérité devant les flashes qui crépitent.

Il conclut, emporté par son propre élan : « La victoire du Front national est une percée politique comme il n'y en a jamais eu, même pas les gauchistes en 68, et on voit à ce détail fondamental que le destin de l'Europe et même du monde est en train de changer. » Marseillaise à nouveau, les radios s'arrachent pour le lendemain matin le président du Front national, qui devisait encore tard dans la nuit parmi les siens : « Quand j'ai vu Lajoinie quitter les studios, raconte-t-il, je lui ai dit : mais vous partez déjà, comme en 39 » — et tous de rire. NICOLAS BEAU.

**LIBÉRATION LUNDI 18 JUIN 1984**  
**Le Pen : la métamorphose d'un vieux routier de l'extrême-droite**



En remontant avec Jean-Marie Le Pen les collines de Belleville et de Ménilmontant, en ce mois de mars 1983 où la France allait découvrir — ou pour certains redécouvrir — ce personnage à l'occasion des élections municipales du vingtième arrondissement, on ne le trouvait pas antipathique.

Lui, au moins, ne serrait pas la pogne des petits commerçants avec l'air empesé et gêné d'un Giscard ou d'un Chirac faisant son parcours obligé de campagne. Accoudé au bar des cafés, il y allait de ses blagues et de ses chansonnettes. Grand sourire, voix tonitruante, il était parfaitement à l'aise dans son rôle de « Je suis un Dupont-Lajoie comme vous et je suis fier de l'être ». Les passants, eux aussi, le trouvaient «sympa». Quelques jeunes lui balançaient au passage un «salaud !» ou «ordure !», fausses notes balayées dans la bonne humeur. Le ton était débonnaire.

On devrait faire un effort intellectuel pour coller l'image de ce type avec d'autres images, plus anciennes, d'un Le Pen au bandeau noir défilant en tête de jeunes gens au crâne rasé. Ce jour-là, dans le vingtième arrondissement, il prenait soin de traverser la rue pour serrer la main d'une Africaine poussant un landeau. « Et on me traite de raciste ?».

## **Lectures sous le portrait de Jeanne d'Arc**

Plus tard, au meeting du Front national, il retrouvera ses accents de tribun populiste qui chauffe la salle : « Oui ! Vous êtes de petits Blancs si vous avez voté pour moi ! » Applaudissements. Au premier tour, Le Pen a recueilli 11,3% des votes dans le vingtième arrondissement de Paris.

Cheveux blondis, œil de verre remplaçant le bandeau noir, chemise ouverte, Le Pen oscille pourtant entre le petit Blanc — son image de marque — et le grand bourgeois — le rêve du petit Blanc. Il parle plus volontiers de son enfance de Breton pauvre, pupille de la Nation, étudiant fauché, mineur de fond, ancien para — un vrai Français issu du peuple — que de son petit château dans le parc de Saint-Cloud. Elu au parlement européen il pourra, plus facilement, combiner respectabilité et discours populiste. Happy end d'une carrière où le voyou tentait périodiquement de conquérir l'honorabilité sociale, financière et politique.

Elevé pieusement au collège Saint-François-Xavier à Vannes, Le Pen perd son père en 1942 : son bateau de marin pêcheur est coulé pendant la guerre. Jean-Marie Le Pen a alors 14 ans. Il évoque aujourd'hui aussi souvent que possible, la maison de pêcheurs de la Trinité-sur-Mer où il passa son enfance sous un portrait de Jeanne d'Arc en lisant des récits de marins. Il se voyait fièrement sur un vaisseau de guerre, drapeau français claquant au vent, partant à l'abordage de ses ennemis... mais il n'atterrit pas sur un contre-torpilleur puisqu'on le trouve à dix-neuf ans, à la faculté de droit au quartier Latin.

Ses « meilleurs amis » ou pires ennemis dans les groupuscules rivaux de l'extrême droite française, se souviennent de l'apparition de Le Pen, petit provincial monté à Paris, à la fin des années 40 : « C'était un petit faf du quartier Latin, cogneur, noceur, toujours dans les mauvais coups ».

La gauche de l'époque l'affronte dans la rue : « Il tenait la Corpo de droit et marchait à la tête de l'extrême droite rayonnante ; ce qu'on peut dire, c'est qu'il ne ressemblait pas au vénérable défenseur de la morale chrétienne qu'il se veut aujourd'hui. ». Le Pen, lui, se définit comme «apolitique et aconfessionnel de droite», mais il rassemble les différents groupes de jeunes extrémistes «pour disputer le quartier Latin aux communistes qui entendaient nous imposer leur force.».

La mémoire des archives policières est, bien sûr, plus précise. En avril 1948, il est poursuivi pour «coups et blessures en état d'ivresse et sans qu'il paraisse avoir été provoqué». Il a frappé de telle manière un chasseur de cabaret à Pigalle, Maïk Sandjakian, que celui-ci a eu un arrêt de travail de dix jours. Quand il a bu, Le Pen s'en prend visiblement au personnel de service puisqu'en 1959, il frappe également un garçon de café du quartier Latin, Joseph Verlaguet : incapacité de travail de huit jours. Les copains de Le Pen endommagent quelque peu le mobilier du café.

**« Un petit faf du quartier Latin »**

Une autre fiche de police accuse d'un ton prude, la Corpo (Association corporative des étudiants de droit de Paris), présidée par Le Pen, d'être devenue «un lieu de débauche...» Plus drôle est l'affaire tragique de l'église Notre-Dame à Aix-les-Bains, surtout à la lumière des professions de foi du Le Pen d'aujourd'hui dont le biographe, Jean Marcilly (« Le Pen sans bandeau ») écrit sans sourciller en 1984 : « Le Pen a réinstallé Dieu dans le discours politique français ».

Beurré, donc, à Aix-les-Bains pour un congrès d'étudiants au mois d'avril 1951, il veut recevoir la communion de l'abbé Didier qui officie ce jour là à l'église Notre-Dame. Le prêtre, le trouvant trop beurré, refuse. Les gardiens de la paix d'Aix débarquent. Le Pen insulte le prêtre et menace de faire révoquer les policiers. On l'emmène au commissariat. Il est inculpé d'outrage à agents de la force publique.

L'affaire fait du bruit. De nombreuses pressions font que l'affaire est classée après être remontée jusqu'au Garde des Sceaux et au président du Conseil, ministre de l'Intérieur. Choqués, les étudiants en droit de la Corpo demandent la démission de leur président. Il sera remplacé au mois d'octobre 1951.

La cogue au quartier Latin donne peut-être le goût d'aventures plus glorieuses. En 1953, Le Pen s'engage pour l'Indochine chez «les bérets verts, les paras de la Légion, les chevaliers du ciel, l'un des plus grands mythes de la jeunesse de mon temps et l'unité la plus prestigieuse le 1er Bataillon étranger de parachutistes (1er BEP)». Il part faire échec aux communistes incarnés par les « Viets ».

Deux ans plus tard, il pourra rentrer à Paris, aurolé de la gloire des paras d'Indochine — gloire pour un certain milieu. Ses concurrents dans la droite ricanent : « Il ne s'est pas battu, il est resté à Saïgon comme journaliste ». De fait, Le Pen reste à Saïgon pour travailler dans le journal du Corps expéditionnaire, *Caravelle*. Plus tard, ses mêmes rivaux dans l'extrême droite ajouteront sur le même ton de dédain : « Et il n'a jamais fait partie de l'OAS, contrairement à ce qu'il prétend » Bref, on le traite de faux dur.

Qu'importe, Le Pen retrouve, à Paris, sa place de chefaillon de l'extrême droite estudiantine. Roger Delpy, qui préside alors l'association des Anciens d'Indochine, le présente à Pierre Poujade qui mène la lutte contre les socialistes de l'époque, c'est-à-dire le gouvernement de Mendès-France. A la tête d'un mouvement de petits commerçants et artisans, Poujade défend, comme Le Pen en 1984, l'ordre et le nationalisme, tout en prônant la révolte contre la bureaucratie, le parlementarisme, la fiscalité... Ça colle entre les deux hommes — pour un temps. Le Pen rejoint l'Union de la Jeunesse de Poujade. Il tombe au bon moment, quand les élections de 1956 envoient cinquante-deux députés poujadistes (Union de Défense des commerçants et artisans) au parlement. Porté par la vague de réaction à Mendès-France, Le Pen devient député à 27 ans.

A l'Assemblée nationale, on se souviendra de ses envolées lyriques sur l'Algérie, réclamant l'instauration de la loi martiale et de la censure.

Curieusement, le Le Pen des années 50 parle avec enthousiasme de ces mêmes Algériens qu'il renverrait avec plaisir dans leur pays en 1984. A l'époque, il n'hésitait pas à déclarer que les Algériens « ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront, au contraire, la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française, dans laquelle nous les auront intégrés ». C'était quand on croyait que ladite intégration aurait lieu là-bas, en Algérie. Et non qu'ils deviendraient les voisins de palier des Français chers à Le Pen.

### **Député poujadiste à 27 ans**

Reconnaissons-lui une qualité : Jean-Marie Le Pen aime le changement. En 1956, il va faire un tour sur le canal de Suez, ce qui, paraît-il, va déplaire à Poujade. Puis, s'ennuyant visiblement à l'Assemblée nationale, il prend un congé et va faire un autre tour... en Algérie. La guerre, décidément, l'excite. Six mois à la 10ème Division parachutiste pour retrouver la chaude ambiance de la légion étrangère en Indochine, « composée en majorité de germaniques, beaucoup d'Allemands anciens de la Wehrmacht ou même de la Waffen SS. Ils serviront avec honneur et fidélité jusqu'au sacrifice suprême ».

En six mois, le lieutenant parachutiste Le Pen, député à l'Assemblée nationale, laissera derrière lui de mauvais souvenirs. Pierre Vidal-Naquet publiera en 1962 dans le journal *Vérité-Liberté* des rapports de police datant de 1957, accablants.

Dans le rapport signé du commissaire Gilles, du commissariat central d'Alger, daté du 1er avril 1957, on lit qu'il a enregistré la plainte d'un nommé Yahiaoui Abdenou qui affirme que, lors de son arrestation par les parachutistes du 1er REP, « deux fils électriques furent reliés aux lobes de ses oreilles et le lieutenant Le Pen lui-même faisait fonctionner une magnéto à manivelle, à l'aide de laquelle il lui envoyait des décharges électriques dans le corps ». Il sera ensuite soumis à la torture de l'eau, puis jeté pendant cinq jours dans un trou. Selon le commissaire Gilles, la famille de Yahiaoui, 19 ans, « est connue pour ses sentiments pro-français ».

Un autre officier de police du commissariat central d'Alger enregistre, lui, la plainte pour coups et blessures déposée par un veilleur de nuit de l'hôtel Albert à Alger. Celui-ci a eu la malchance de refuser de servir à boire au lieutenant Le Pen et à ses amis à deux heures du matin. Le Pen sort son pistolet, le frappe, l'entraîne dans une Citroën, sous les regards d'un client de l'hôtel. Le veilleur de nuit se débat. Il prend des coups. On l'embarque dans une jeep militaire. Arrivé dans une maison, le lieutenant Le Pen le met dans un trou dans le jardin. Puis le ramène à l'hôtel en lui recommandant de la boucler.

De retour dans la métropole, décoré, le lieutenant Le Pen milite farouchement pour l'Algérie française. La presse dénonce les tortures commises par les parachutistes, lui, au contraire, demande que le défilé du 14 Juillet soit dorénavant réservé aux seuls paras. Quant à la torture...

«Qu'est-ce que c'est que la torture ? Où ça commence et où ça finit ? ». A la tribune de l'Assemblée nationale, le 12 novembre 1957, Le Pen répond ainsi au député Pierre Cot : «J'ai fait partie de l'armée française, d'une des unités les plus décriées par vos amis et personnellement je n'ai pas vu commettre d'actes dont un officier français ait eu à rougir dans la défense des innocents, qui est son premier devoir ». Il était, pourtant, aux premières loges...

### **« Qu'est ce que la torture ? »**

Son agressivité de député lui vaut deux demandes de levée de l'immunité parlementaire pour ses excès verbaux à la tribune et ses accrochages dans la rue. A propos d'excès verbaux, Le Pen, s'adressant à Pierre Mendès-France aura cette fameuse apostrophe : « Vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presque physiques ». A l'époque, Le Pen est moins gêné qu'aujourd'hui d'être accusé d'antisémitisme.

C'est au cours d'une bagarre électorale, à l'occasion d'une élection partielle en 1957, que Le Pen a l'œil crevé par ses adversaires. Il ne parle guère de cet incident, même dans le livre qu'il vient de faire paraître, «Les Français d'abord». Comme il a soigneusement évité de publier des photos datant de ces longues années où Le Pen apparaissait le visage barré d'un bandeau noir, ce qui lui donnait une allure de pirate inquiétant. En effaçant le bandeau noir, remplacé par un œil de verre plus esthétique, Le Pen peut se construire, aujourd'hui, une image rajeunie et moins inquiétante, débarrassée des souvenirs des groupuscules néo-fascistes du quartier Latin. On dit que ce sont les militants poujadistes qui ont crevé l'œil de Le Pen, d'où l'embarras politique autour de cet événement.

Quoique brouillé avec Poujade, Le Pen se présente aux élections de 1958 et se trouve réélu député du quartier Latin. En 1962, après le référendum, l'Assemblée nationale est dissoute, « une vague de lâche soulagement parcourera la France », dit le Pen qui a milité contre De Gaulle. Cette fois, il perd son siège de député. Il se retrouve sur le pavé.

### **La création du Front national en 1972**

Il tente une reconversion chez les indépendants paysans (CNIP) qui accueillent les pétainistes en mal d'honorabilité. Ça ne marche pas. Le Centre national des indépendants et paysans sera infiltré par le groupe rival de Le Pen au sein de l'extrême droite française — le plus proche idéologiquement, donc le plus détesté — le Parti des forces nouvelles (PFN). A la différence des autres groupuscules de cette mouvance, Jean-Marie Le Pen cogneur, para, violent, ne cesse pourtant de vouloir jouer la carte électorale. D'autant qu'il n'a d'autre métier que celui d'agitateur politique. Il persistera donc à se présenter aux élections où il frôle de temps à autre les 1%.

Ayant abandonné l'espoir de faire carrière au CNIP Le Pen fonde en 1972, le Front national, après avoir milité en 1965 pour l'élection de Jean-Louis

Tixier-Vignancour. Pendant vingt ans, de 1962 à 1981, Le Pen ne va pas beaucoup faire parler de lui. Il participera à la vie marginale — de banquets en tentatives de réunification - de l'extrême droite française. De quoi vit-il ? Parce qu'il a récupéré un enregistrement du procès de Salan, il crée, avec des amis, une maison d'édition de disques, la SERP. Il enregistre également, clandestinement, le procès de Bastien-Thierry, bande sonore qui se termine par la salve du peloton d'exécution «de son ami ».

La SERP se fera remarquer pour la couverture d'un disque de chants hitlériens où l'on lit, en guise d'introduction : « Voici les chants de la Révolution allemande. La montée vers le pouvoir d'Adolf Hitler et le parti National-Socialiste caractérisée par un puissant mouvement de masse, somme toute populaire et démocratique, qui triompha à la suite de consultations électorales régulières, circonstances généralement oubliées». Le Pen est condamné pour «apologie de crimes de guerre».

Il faut reconnaître que le président du Front National, tout opportuniste soit-il, reste assez ferme dans sa non-condamnation du régime nazi. Ainsi au chapitre «national-socialisme» dans son livre «Les Français d'abord», écrit en 1984, on note que Le Pen réserve son jugement : « Le national-socialisme qui n'a été jusqu'ici que jugé par ses vainqueurs le sera dans l'histoire». En d'autres termes, l'histoire du IIIème Reich a besoin d'être réécrite par des historiens de l'autre camp. Cette théorie est connue comme celle de la réhabilitation du régime hitlérien.

Jusqu'en 1981, Le Pen n'attache pas autant d'importance à se démarquer à tout prix des néo-nazis puisqu'il n'a pas honte, en 1974 de présenter Marc Fredriksen, leader de la FANE, groupuscule ouvertement néo-nazi, sur la liste du Front national dans la Seine-Saint-Denis.

Pendant ces vingt années de désert politique, on pense que Le Pen, c'est fini. Mais le fils de pêcheur breton qui enviait les notables du Club de la Trinité-sur-Mer a la chance de sortir de son trou en saisissant une occasion inespérée : devenir millionnaire.

Il a connu dans la mouvance des militants de l'Algérie française, le jeune héritier des ciments Lambert, Hubert Lambert — de son nom de plume Saint-Julien — qui invite Le Pen à déjeuner une ou deux fois par an au restaurant Drouant. Il écrira des articles dans le journal du Front national et devient membre de l'organisation. Epileptique, plusieurs fois interné, le jeune homme vit avec sa mère dans un véritable château à Saint-Cloud. En 1976, fortement ébranlé, bourré de médicaments, Hubert Lambert dont la mère vient de mourir est pris en charge par le couple Le Pen.

Les témoignages comme celui de Jean Feraudy, au dossier de l'instruction qui suivit la mort de Lambert donnent une image noire du couple Le Pen. Le mourant, ravi, aurait confié, à Feraudy, le 19 janvier, «que Le Pen prépare un coup d'État qui doit réussir et qu'il nomme Hubert, ministre de l'Intérieur..». Toujours est-il qu'Hubert Lambert, dans son testament, lègue sa fortune, non pas au Front national pour lequel il a milité, mais à Jean-Marie Le Pen en personne. Celui-ci aura la prudence de ne pas confondre les finances de

son organisation et les siennes. Après un procès qu'il gagne contre la famille Lambert, Le Pen peut prendre possession, en 1976, de son château qui domine Paris.

### **Le Pen devient millionnaire**

Cela tombe bien, son appartement vient d'être soufflé par un attentat à la dynamite. Millionnaire, Le Pen peut désormais afficher le portrait d'une famille très grande bourgeoisie, femme élégante, entourée de trois filles bon chic, bon genre. Il a le temps de relire ses auteurs préférés, Céline, Maurras, Brasillach. La famille bronze sur son yacht, les jeunes filles font du cheval. Mais Jean-Marie Le Pen rêve toujours, en plus de sa nouvelle richesse, d'être une personnalité politique.

En 1981, pour tous, à gauche comme à droite, le Front national c'est un groupuscule sans importance. Ce qui est exact.

Pourtant, au mois de mars 1983, le déclic se produit : soudain le nouveau Le Pen, légèrement plus clean et policé, qui ose dire qu'il faut renvoyer les immigrés chez eux, rencontre, dans le vingtième arrondissement, son électorat. C'est la surprise, pour lui, comme pour les autres. A ses discours habituels sur la sécurité, les cocos, la nation et la droite, il a seulement rajouté, au centre, la question des immigrés. Il fera recette. Au point qu'aujourd'hui il n'a plus besoin de s'étendre publiquement sur le problème des immigrés : les Français xénophobes savent qu'ils ont un candidat.

La même poussée de fièvre en réaction au gouvernement de Mendès-France qui porta les poujadistes à l'Assemblée nationale, va probablement, envoyer Le Pen au Parlement européen. S'il a gardé de son passé un accent populo de Français moyen et des talents d'orateur, il a adouci les contours, fort de sa vie cossue de bourgeois récent. A 56 ans, il joue sur les deux tableaux. Mais le vernis du nouveau tableau s'écaille dès qu'on gratte un peu la peinture.

Annette LEVY-WILLARD

### **On ne discute pas avec le diable.**

L'autre soir, en voyant Jean Marie Le Pen débarquer sur le plateau de TF1, André Lajoinie (PC) et Jean Poperen (PS) ont quitté les lieux de conserve. « J'appartiens à une génération qui ne plaisante pas avec ces choses-là », a déclaré le numéro 2 du PS. Le leader du Front national a évidemment profité de l'incident pour énoncer « quelques principes démocratiques » et faire remarquer : « C'est un devoir pour tous les démocrates d'entretenir avec tous les élus du peuple un débat politique ».

Il a, dans la foulée, proclamé que « sont fascistes ceux qui refusent le débat démocratique »...

Faut-il dialoguer avec Le Pen ? C'est la question que nous avons posée à un certain nombre de députés socialistes. Ils ne sont pas d'accord...

Jean-Michel Belorgey (Allier) : « La réponse est non, évidemment. Il ne faut pas discuter avec Le Pen ».

Daniel Chevallier (Hautes-Alpes) : « Moi je dis : oui, discutons. Je crois que tout débat amène quelque chose. Il a eu plus de 10% des voix, il ne doit pas y avoir d'exclusive. Refuser le débat serait dommageable ».

Jean-Paul Desgranges (Allier) : « Je dis plutôt oui que non. Il ne s'agit pas, évidemment, de discuter avec Le Pen au sens politique du terme, c'est-à-dire de chercher en quoi, dans ses idées ou ses stratégies, il y aurait quelque chose d'acceptable. D'autant que c'est quelqu'un qui ne sollicite pas la discussion, même s'il s'en donne l'apparence. Cela dit, si des journalistes demandent à un député d'être à la même table que M. Le Pen, moi, qui ne suis pas un leader national, je répondrai oui.

Premièrement, parce que, vis-à-vis de l'opinion publique, on se met dans son tort en refusant. Et le débat est si grave qu'il vaut mieux l'avoir. Deuxièmement, parce que, jusqu'à preuve du contraire, Le Pen s'est placé dans un débat démocratique, même si le personnage l'est moins. En refusant le débat avec lui, on lui rend service, on lui met une auréole : les bonnes gens vont s'imaginer en plus qu'on a peur de lui ».

Denise Cacheux (Nord) : « L'homme en tant que tel n'est pas dangereux, ce sont ses idées. Mais on n'a rien à se dire. Discuter avec lui ? Pour dire quoi ?... »

Robert Malgras (Moselle) : « Il est important de démontrer que Le Pen n'a aucun programme. Même si on peut penser qu'il représente l'extrême droite, avec sa connotation historique, il faut se donner les moyens de dégonfler cette baudruche, y compris par la confrontation télévisée. Ceci dit, fallait-il le faire l'autre soir ? On peut très bien comprendre la réaction de Poperen ».

Claude Estier (Paris) : « Poperen a eu raison de ne pas ouvrir de débat. C'est à force d'avoir banalisé Le Pen qu'il a obtenu ce résultat. Personnellement, lorsqu'il avait été invité au Club de la presse, j'avais décidé de ne pas y participer. Si on veut considérer que Le Pen est un homme politique comme les autres, respectable, il faut le dire. Nous, nous disons le contraire ».

Robert Chapuis (Ardèche) : « La réaction de Poperen me paraît être un réflexe de santé. Mon point de vue est fondé sur une certaine expérience. En 1973, j'ai été candidat à Paris, dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement, en même temps que lui : des militants se sont retrouvés à l'hôpital suite à la façon dont il concevait le débat démocratique... Ça marque l'esprit !

Est-ce qu'il est autre ? Le problème est de savoir comment M. Le Pen lui-même va exprimer la réalité qu'il représente, à savoir le fait politique que 10% des électeurs se soient non pas reconnus dans sa liste, mais qu'ils aient voté pour lui. Pour sa part, le PS n'a jamais pensé qu'il fallait l'éliminer, ni dans la rue, ni au débat ».

Roger Mas (Ardennes) : « La réaction à vif de Poperen n'est pas désavouable en soi. Personnellement, le Front national me donne la chair de poule et dialoguer avec lui, c'est lui donner une chance supplémentaire. Entre le danger qu'il représente et la démocratie, il est difficile de faire un choix. Personnellement, je ne sais pas ce que j'aurais fait à chaud : en 1933 aussi, les Allemands avaient voté démocratiquement... La seule chose sûre, c'est

qu'il faut réfléchir très profondément au problème et qu'il y a un débat à ouvrir, le plus rapidement possible.

Dans une démocratie qui se veut ouverte, quand 10% des électeurs donnent leur voix à quelqu'un, même si c'est un vote censure, un vote con, un vote ras-le-bol, il faut l'analyser. Quand on est au gouvernement, on est toujours responsable, il ne faut pas faire la politique de l'autruche : c'est de notre politique que vient une partie de cela. On a préparé l'avenir par des lois révolutionnaires, ce n'est peut-être pas ce que demandait le peuple ».

François Loncle (Eure) : « La question est très délicate. Le Pen doit son ascension à quatre causes, dans le désordre : les discours de la droite aux municipales sur les thèmes immigrés-sécurité ; le sectarisme d'une partie de la gauche, ou son aveuglement — je parle du PC et d'une partie du PS ; les médias, et son talent personnel mis au service d'un discours parfaitement démagogique.

Faut-il dialoguer avec lui, compte-tenu du danger qu'il représente ? Oui, si on considère qu'il est l'enfant de la gauche sectaire et de la droite bornée. Non, si on se souvient que lui-même, ses amis, son idéologie représentent tous des ingrédients du mouvement fasciste de l'avant-guerre. J'approuve la démarche de Poperen et de Lajoinie, mais la gauche aurait tort de reporter toutes les responsabilités dans cette affaire sur la droite ».

En matière d'antifascisme, la querelle des anciens et des modernes bat son plein. Propos recueillis par Françoise BERGER

### **Côté Humanité**

#### **CLAUDE POPEREN**

#### **La droite a fabriqué Le Pen**

Interrogé sur France-Inter, Claude Poperen, membre du Bureau politique, rappelait que «la droite a fabriqué politiquement Le Pen, avec la violence de ses propos. De ce point de vue, MM. Poniatowski, Lecanuet, Pasqua n'ont rien à envier à Le Pen pour leur utilisation des phénomènes de ghettos et des problèmes d'insécurité. Autant de terrains sur lesquels Le Pen a pu développer sa politique. Les problèmes d'emplois, l'augmentation du chômage sont des thèmes favorables à l'extrême droite. Pour nous, au PCF, cela appelle à un examen approfondi. Cela nous amène à regarder la vérité en face avec beaucoup de sérieux. Le Comité central se réunira. Pour nous, dans l'état actuel, il ne semble pas que soit mise en cause notre démarche politique, nos objectifs, notre projet de société. Par contre, ce qui est vrai, c'est qu'il y a des questions extrêmement préoccupantes par rapport à la mise en œuvre de notre politique, à l'image que peut avoir le PC dans l'opinion publique. Se pose pour nous le problème des liaisons, des relations avec les gens et notre capacité à prendre en compte les changements intervenus dans notre société et à faire que le PCF s'insère dans cette société en changement profond. Ce sont les questions que nous avons débattues lors de notre dernier congrès et que nous ne sommes pas parvenus à mettre en œuvre jusqu'à présent.»

Le journaliste évoquent la possibilité d'un changement de gouvernement, Claude Poperen déclarait alors : « La préoccupation à laquelle sont confrontés la majorité et le gouvernement, c'est l'application des engagements qui ont été pris en 1981.»